



## **Rapport de gestion sur les comptes consolidés IFRS 2021 du Groupe CPH**

### **Préambule**

L'année 2022 sera-t-elle celle de tous les dangers ?

Guerre en Ukraine, inflation, taux d'intérêts, pandémie ... il existe beaucoup de raisons de voir la trajectoire économique prendre une direction autre que celle attendue.

Nous sortons d'une période Covid-19 2020-2021 où tous les robinets étaient ouverts :

- Les Etats se sont (sur)endettés pour protéger les acteurs économiques (entreprises et particuliers). Cela a tellement bien marché que le coût du risque pour les banques n'a jamais été aussi faible.
- Les Banques centrales ont offert des conditions de taux (négatifs) donnant des rendements obligataires nuls et des taux de crédits quasi-nuls. Les emprunteurs en profitent, par contre les déposants souffrent et les taux ne rémunèrent pas toujours les risques encourus.
- L'inflation est tombée au plus bas vu la faible activité économique mais tout cela est fini et 2022 devrait voir une normalisation des choses. Le chemin pour y arriver risque toutefois d'être chaotique !

Revenons à l'inflation : elle atteint des sommets non-observés depuis le début des années quatre-vingt au-delà des 6% ! Elle est principalement due à un choc du côté de l'offre ; la demande a repris mais l'offre n'a pas suivi car les entreprises avaient réduit leur capacité de production. On peut espérer que cela devrait s'estomper dans les mois/années à venir et l'inflation finir par retomber aux environs de 2%, cible de la Banque Centrale Européenne. Entretemps, la Russie a envahi l'Ukraine avec tout ce que cela veut dire en termes de flux migratoire, souffrances des populations et destructions massives. Des sanctions économiques ont suivi et cela constitue un cocktail parfait d'ingrédients créant des pénuries en matières premières allant du blé aux métaux rares.

Ensuite la pandémie de Covid-19 qui a continué via son variant Omicron, beaucoup plus contagieux mais moins dangereux, grâce aussi au haut niveau de vaccination dans notre pays. Les Etats vont donc progressivement arrêter leurs programmes d'aides et l'activité économique se normaliser : cela veut dire une normalisation du coût du risque pour les banques.

Enfin du côté des Banques centrales : les taux nominaux devraient revenir en terrain positif mais ne nous leurrions pas, ce n'est pas demain que les taux d'intérêts réels redeviendront positifs. Les programmes mis en place par la BCE ont commencé bien avant la pandémie et en sortir n'est pas une mince affaire vu les dégâts collatéraux pour les intervenants surendettés. On parle même parfois d'une « japonification » de l'Europe.



Poursuivre notre métier de Banque de détail omni-channel et coopérative en conservant précieusement nos valeurs de proximité et continuer à se connaître mutuellement, tels sont nos principaux objectifs pour le futur en continuant à nous digitaliser tout en gardant notre âme et nos spécificités.

### **Faits saillants de l'année 2021**

Les chiffres clés de l'année 2021 sont les suivants :

- Pied de bilan consolidé de 3.301,5 MEUR en hausse de 232,2 MEUR (+ 7,56 %) par rapport à fin 2020 avec du côté actif, la hausse des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des actifs financiers au coût amorti essentiellement des prêts hypothécaires et des billets de trésorerie et du côté passif, la hausse des passifs financiers au coût amorti essentiellement des dettes envers la clientèle et des capitaux propres ;
- Hausse de nos encours totaux débit/crédit clientèle bancaire de 4,8 %, une augmentation presque en ligne avec notre objectif de croissance organique de 5 %. La croissance de 217 MEUR d'encours clientèles se fait de manière déséquilibrée pour 34 % grâce à l'activité crédits (+ 73 MEUR) et de 66 % (+ 144 MEUR) par les dépôts, ce qui fait baisser notre ratio « loan/dépôt » à 73% ;
- Marge d'intermédiation et produit net bancaire à un niveau toujours confortable : respectivement 44,6 MEUR (-2,9 MEUR par rapport à fin 2020) et 65,3 MEUR (+ 8 MEUR par rapport à fin 2020 favorablement influencé par le résultat sur les IRS) ;
- Bénéfice consolidé net confortable malgré la crise sanitaire : 20,2 MEUR (+ 4,6 MEUR par rapport à fin 2020) ;
- Résultat global (OCI) très confortable à 72,4 MEUR en forte hausse par rapport à 2020 suite à la très bonne performance de nos SIR ;
- Ratio de solvabilité consolidé BGAAP stable de 22,8 % à 22,9 % ;
- Capitaux propres en forte hausse à 492,5 MEUR (soit + 69,6 MEUR par rapport à fin 2020) suite notamment aux bonnes performances de nos SIR et au bénéfice de l'exercice.

Le périmètre de consolidation du Groupe CPH se présente comme suit au 31 décembre 2021 : SC Agréée Banque CPH (maison mère), SA CPH Life (filiale à 100 % intégrée globalement), SA Mandats et Participations (filiale à 99,99 % intégrée globalement). Vu la taille réduite des filiales, les comptes consolidés sont largement influencés par les chiffres de la maison mère, la Banque CPH.

### **Analyse de l'évolution du bilan**

Les capitaux propres IFRS au 31 décembre 2021 s'élèvent à 492,5 MEUR et sont en hausse de 69,6 MEUR ou + 16,5 % par rapport au 31 décembre 2020 (422,9 MEUR). Ces capitaux propres sont largement supérieurs aux capitaux propres consolidés au sens large selon les principes comptables belges. Ces capitaux propres sont en hausse essentiellement suite à la



hausse de la réserve de réévaluation (+ 33,4 MEUR) consécutive aux bonnes performances de nos SIR, aux résultats sur cessions de SIR pour 25,1 MEUR et au bénéfice de l'exercice (20,2 MEUR).

Le total du bilan du groupe CPH passe de 3.069,3 MEUR à 3.301,5 MEUR soit une hausse de 232,2 MEUR ou 7,56 %.

Le poste *Trésorerie, comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue* est en baisse de 26,9 MEUR à 157,1 MEUR suite essentiellement à la baisse du compte courant auprès de la Banque Nationale de Belgique (BNB).

Les *actifs financiers à la juste valeur par résultat* s'établissent à 42,1 MEUR et sont en hausse de 3,1 MEUR suite à la bonne performance de nos OPVCM.

Le portefeuille *d'actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres* à 452,5 MEUR est en hausse de 103,2 MEUR suite à la revalorisation de certaines de nos positions SIR et à de nouvelles acquisitions.

Les *actifs financiers au coût amorti* s'élèvent à 2.602,3 MEUR en hausse de 153,8 MEUR par rapport à fin 2020 suite essentiellement à la hausse de notre portefeuille titres pour 84,6 MEUR (essentiellement des billets de trésorerie et des obligations), de nos portefeuilles de prêts hypothécaires et de crédits d'investissement de l'ordre de respectivement 31 MEUR et de 35 MEUR.

En tant qu'investisseur « buy and hold », le CPH a historiquement réemployé son excédent de ressources dans un portefeuille important mais très granulaire et diversifié. Vu les faibles opportunités actuelles de emploi, ce portefeuille a tendance à diminuer et on observe un glissement vers l'activité crédit retail au vu du choix stratégique décidé en Conseil d'administration d'augmenter le « loan deposit » ratio tout en le plafonnant à 80 %.

Marché légèrement à la hausse pour le métier crédits à la consommation dont la production atteint 93,1 MEUR (+7,8 MEUR / 8%).

L'année 2021 reste une petite année pour le métier octroi de crédits, et toujours avec les refinancements et remboursements anticipés à des niveaux au-delà de 50 % de la production.

La production de CPH-Logement a atteint 298,5 MEUR, pour 287,4 MEUR pour 2020, 300,6 MEUR en 2019, 308,6 MEUR en 2018 mais 433,1 MEUR en 2015. Cela donne une certaine perspective des niveaux de production de ces dernières années, fortement favorisés par le marché des refinancements dus aux taux historiquement bas.

La production de CPH-Invest est en légère hausse à 70,7 MEUR, pour 60,6 MEUR en 2020, et 58,5 MEUR en 2019 mais 89,6 MEUR en 2019.

En production nette, déduction faite des (trop) importants remboursements anticipés et refinancements internes, nous atteignons en 2021 une production Logement de 147 MEUR contre 146 MEUR en 2020, 162,2 MEUR en 2019, 194,2 MEUR en 2018 et 269,4 MEUR en



2017, et une production Invest de 59,20 MEUR contre 48,3 MEUR en 2020, 40,5 MEUR en 2019, 54,8 MEUR en 2018, 69,6 MEUR en 2017 et 82,1 MEUR en 2016.

En production nette, ces chiffres sont stabilisés mais à un niveau trop bas.

Nos encours Logement croissent légèrement à 1,567 MEUR (+ 48 MEUR/ 3.2 %) ainsi que nos encours Invest à 245,0 MEUR (+ 19,1 MEUR).

Hors réassurance, le loss ratio de notre activité crédit clientèle reste très bon à 0,01 % (0,177 MEUR de réductions de valeur pour des encours hors assurance-crédit de 1.901,3 MEUR) à comparer avec 0,11% en 2020, 0,02 % en 2019, 0,09 % en 2018, 0,06 % en 2017, 0,05 % en 2016 et 0,07 % en 2015.

Nous maintenons donc un faible « loss ratio » mais nous nous attendons toujours à une remontée de celui-ci vers la zone 0,20 – 0,30 % surtout avec l'effet Covid-19 potentiel. Notre portefeuille crédits retail montre toutefois une très bonne résilience et une grande solidité.

Le poste d'*actifs d'impôts* est toujours nul au 31 décembre 2021 vu la disparition des latences fiscales actives et le fait que le CPH est en base imposable.

Les *immobilisations corporelles* sont en légère baisse à 40,2 MEUR contre 40,6 MEUR en 2020.

Les immobilisations incorporelles sont en baisse de 0,05 MEUR ou de 1,9%

Nous avons globalement investi 2,1 MEUR en 2021 dont 0,6 MEUR dans la rénovation/acquisition de nos bâtiments et 1,3 MEUR dans notre informatique. Ces investissements ont permis de renforcer à nouveau le niveau de sécurité et de résistance de notre infrastructure informatique aux potentiels incidents techniques.

Au niveau du passif du bilan (côté des ressources), les *passifs financiers évalués au coût amorti* s'élèvent à 2.703,2 MEUR en hausse de 144,5 MEUR par rapport à fin 2020. Cette hausse, du côté des ressources, provient essentiellement de la hausse des dettes envers la clientèle (+146,8 MEUR) essentiellement des carnets de dépôts et des comptes à vue. Les titres de créances émis, soit les bons de caisse, sont en diminution vu la faiblesse des taux longs qui ont encore baissé !

Les *passifs financiers détenus à des fins de négociation* sont en baisse de 3,6 MEUR à 10,01 MEUR et sont exclusivement composés de prorata d'intérêts et de la valorisation des IRS.

Les *provisions* augmentent de 3,3 MEUR à 34,1 MEUR suite aux éléments suivants :

- Une diminution de 0,20 MEUR dans le cadre de la sous-couverture de notre plan de pension (IAS 19) ;
- Une augmentation de 1,6 MEUR dans le cadre du différentiel de taux LTI (IAS 19) vu l'important rendement 2021 ;
- La hausse des provisions techniques (y compris sinistres) dans le cadre de l'activité d'assurances vie à hauteur de 2,0 MEUR.



Les *passifs d'impôts*, à hauteur de 43,6 MEUR sont en hausse (+ 10,6 MEUR) suite à l'impôt différé comptabilisé sur la revalorisation de notre portefeuille SIR. Ils se composent notamment des impôts différés passifs sur la revalorisation des positions du portefeuille et sur les excédents d'amortissement comptabilisés.

Les *autres passifs* sont en hausse de 7,8 MEUR à 18,1 MEUR et résultent essentiellement de la constitution de la provision pour LTI (y compris futur).

Les *capitaux propres*, part du groupe, sont en hausse de 69,6 MEUR à 492,5 MEUR. Cette hausse provient essentiellement de la hausse de la réserve de réévaluation à hauteur de 33,4 MEUR et des réserves consolidées (+ 32,6 MEUR) influencées par les résultats sur cessions de SIR. Ces hausses sont partiellement compensées par le paiement du dividende 2020 pour 1,7 MEUR et la diminution du capital coopératif pour 1,12 MEUR.

Dans le cadre de la gestion pour compte propre de notre portefeuille SIR, le Comité des risques a souhaité limiter notre concentration des risques par position. Ainsi, nous avons réalisé des ventes au sein du portefeuille SIR qui in fine ont généré un gain exceptionnel de 25,1 MEUR. Pour mémoire, la Banque détient un portefeuille d'actions de rendements afin de percevoir des dividendes et ainsi diminuer sa dépendance à la marge d'intérêts.

Au niveau prudentiel, les activités d'assurance et bancaires continuent à faire l'objet d'un contrôle sur une base « stand alone » et aucun reporting prudentiel sur base consolidée n'est adressé aux services de la BNB.

Pour son pôle bancaire, la Banque CPH continue à disposer de marges très confortables sur l'ensemble de ses ratios bancaires dont celui de solvabilité (méthode standard) à 22,31 % contre 22,36 % fin 2020 et de liquidité. Notre leverage ratio est de 11,61 % (contre 11,08 %) soit bien au-dessus du minimum de 3 %. La Banque présente donc des ratios très solides.

Sous Solvency II, le Solvency Capital Requirement (SCR) s'établit à 9.967 KEUR au 31 décembre 2021 contre 8.853 KEUR au 31 décembre 2020. L'actif net économique sous Solvency II s'établit à 30.228 KEUR au 31 décembre 2021. Après dividende, les fonds propres éligibles sont donc de 28.378 KEUR contre 25.612 KEUR au 31 décembre 2020. L'excédent des fonds propres économiques par rapport aux exigences sous Solvency II s'élève donc à 18.410 KEUR fin 2021 contre 16.759 KEUR fin 2020 Ce bilan économique fait donc apparaître des fonds propres très confortables et largement en excédent par rapport aux exigences Solvency II.

Le **ratio Solvency II**, toujours très confortable, s'établit à 284,70 % fin 2021 contre 289,31 % fin 2020.

### **Analyse de l'évolution des résultats**

Nos produits d'intérêts atteignent 53,8 MEUR (-2,8 MEUR) tandis que nos charges d'intérêts s'élèvent à 9,2 MEUR (-0,01 MEUR) dont 3,3 MEUR pour la taxe bancaire de à,13 % et 1,7



MEUR pour les swaps de couverture de taux. La marge d'intermédiation atteint donc 44,6 MEUR contre 47,5 MEUR en 2020.

Les taux de nos carnets de dépôts sont stables à 0,01 % + 0,10 %, taux minimum pratiqué par le monde bancaire et imposé par le gouvernement.

Les *résultats nets sur commissions* sont négatifs à hauteur de 0,7 MEUR avec une hausse notamment des frais Banksys.

Les *dividendes* sont en hausse de 1,0 MEUR et sont essentiellement ceux perçus sur nos investissements en SIR.

En 2021, les *résultats nets des opérations financières* sont négatifs à hauteur de 1,1 MEUR suite à une perte sur le portefeuille titres.

Les *résultats sur actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation*, positifs à hauteur de 3,9 MEUR, proviennent essentiellement de l'impact favorable lié à la revalorisation des IRS au 31 décembre 2021 (+ 3,4 MEUR). Ils étaient négatifs à hauteur de 5,07 MEUR au 31 décembre 2020 suite à un mix de pertes de réévaluation sur les positions en devises et en IRS.

Les *résultats sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats* étaient positifs à hauteur de 1,0 MEUR fin 2020 suite à la revalorisation de nos deals conditionnels. Les résultats 2021 à hauteur de 3,9 MEUR sont influencés par les bonnes performances de nos OPVCM.

Les *autres produits opérationnels* sont en hausse de 0,1 MEUR à 8,8 MEUR et proviennent essentiellement des primes d'assurances soldes restant dus générées par l'activité de CPH Life pour 7,1 MEUR. Ce poste se compose également de récupérations de frais et clauses pénales auprès de la clientèle, du compte de pertes et profits avec Atradius et de divers revenus locatifs.

Les *autres charges opérationnelles* sont en hausse de 0,3 MEUR à 1,3 MEUR suite à la hausse des sinistres nets de réassurance en assurances vie.

Au vu des évolutions décrites ci-avant, le *produit net bancaire* consolidé s'établit à 65,3 MEUR fin 2021 contre 57,2 MEUR fin 2020, en hausse de 14,1 %.

Les *dépenses de personnel* sont en hausse de 4,2 MEUR à 22,8 MEUR dont 3,6 MEUR dans le cadre de la constitution du nouvel LTI.

Les *dépenses générales et administratives* sont en hausse de 4,6 % à 10,4 MEUR dont 2,3 MEUR de taxes bancaires (+ 0,4 MEUR) et restent dans les budgets établis. Au total, nous payons donc 3,3 MEUR + 2,3 MEUR = 5,6 MEUR de taxes bancaires alors que nous n'avons jamais coûté un Euro à notre pays !



Comme les chiffres le prouvent, sur une longue période, la croissance des frais généraux est un sujet permanent de préoccupation de la direction et la campagne de contrôle de ces coûts fait clairement partie des objectifs chaque année : le coût des rémunérations croît avec les anticipations de l'activité pondéré des gains de productivité, l'inflation et les augmentations barémiques tandis que les autres frais administratifs sont gelés en termes réels donc ne croissent qu'avec l'inflation à périmètre constant. Nous sommes persuadés que la pérennité du modèle CPH passe par une structure de coûts parmi la plus compétitive du marché, surtout vu la conjoncture future digitalisée.

Si on exclut l'effet LTI, notre ratio frais généraux sur produit net bancaire (« cost income ratio ») atteint 43,3 % en 2021 contre 47,1 % en 2020 et bien en-dessous de l'objectif à long terme de 60 %.

Les *amortissements* sont en légère augmentation de 0,04 MEUR. Ces amortissements sont plus réduits qu'en « Belgian GAAP » suite à l'amortissement des immeubles d'exploitation sur 50 ans en normes IFRS mais l'écart va en diminuant, certains investissements étant complètement amortis en BGAAP.

Les dotations aux *provisions* s'établissent à 3,7 MEUR contre 1,6 MEUR un an plus tôt soit une augmentation de 2,1 MEUR. En 2020, ces dotations concernaient essentiellement les provisions techniques CPH Life pour 1,7 MEUR. En 2021, ces dotations concernent essentiellement les provisions techniques CPH Life pour 2,0 MEUR mais également la provision pour différentiel de taux LTI (IAS 19) pour 1,6 MEUR.

Les dépréciations sur actifs financiers non évalués à la juste valeur par le compte de résultats – prêts et créances à hauteur de 0,3 MEUR sont en baisse et proviennent essentiellement des réductions de valeur sur l'activité crédits retail (voir ci-dessus -0,177 MEUR). Pour IFRS 9 et pour tenir compte de l'impact Covid-19, la décision a été prise de continuer à majorer les provisions avec coefficient de 1,25, le risque est sans doute encore devant nous !

Les impôts sont en hausse et s'élèvent à 7,1 MEUR.

Au vu de ce qui précède, le bénéfice net 2021 est en hausse de 29,7 % à 20,2 MEUR contre 15,6 MEUR fin 2020. Ce résultat reste très confortable dans le contexte actuel.

Le résultat global (OCI), incorporant la réserve de réévaluation sur le portefeuille, s'élève à 72,4 MEUR contre 22,8 MEUR un an plus tôt. Ce résultat très important est influencé par la revalorisation de notre portefeuille SIR.

La politique d'utilisation d'instruments financiers a été modifiée en 2015 suite à la loi bancaire : nous n'avons plus aucune activité de trading pour compte propre, seuls sont en portefeuille trading 42 MEUR d'IRS de couverture reclassifiés suite au changement de règles du régulateur. Nous continuons à gérer un mismatch ALM global pour la Banque de maximum 3 décidé fin des années nonante et confirmé par notre Comité des risques en 2016 avec un CPR de 5% bien en deçà de celui observé. Pour l'année 2021, il fut de minimum 1,79, de maximum 1,94 et de 1,83 au 31 décembre 2021 pour 1,98 fin 2020.



En ce qui concerne le risque de prix, il est toujours très limité vu l'activité bancaire de base et le cas échéant, il est géré par le « pricing » de la détérioration du risque crédit des actifs de la Banque.

Les règles d'évaluation IFRS jointes aux comptes consolidés ont été approuvées en Conseil d'administration et validées avec le Commissaire agréé.

Le Comité d'audit facilite l'exercice effectif de la mission de surveillance du Conseil d'administration. Il surveille et contrôle l'activité bancaire en termes d'organisation, de contrôle interne, de bon fonctionnement des fonctions indépendantes et d'intégrité de l'information financière qui circule et de respect des lois et règlements. Il exerce également un suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le Commissaire agréé. Le Commissaire agréé confirme sur base annuelle au Comité d'audit son indépendance par rapport à la Banque. La majorité des membres du Comité d'audit sont indépendants au sens de l'article 383 ° de la loi bancaire et disposent de compétences pointues en matière de comptabilité et d'audit. Ce Comité se réunit en général deux fois l'an.

Le Comité des risques conseille le Conseil d'administration pour les aspects concernant la stratégie et le niveau de tolérance en matière de risques y compris les risques IT, tant actuels que futurs. Il assiste le Conseil d'administration lorsque celui-ci supervise la mise en oeuvre de cette stratégie par le Comité de direction. Ce Comité se réunit en général deux fois l'an.

### **Honoraires du Commissaire**

#### *Contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés*

Conformément à l'article 3:65 § 2 du Code des sociétés et des associations, le montant des honoraires du Commissaire établi par l'Assemblée générale des coopérateurs du 23 avril 2019 s'établit à 94.181 EUR hors frais et TVA par an pour CPH Banque SC agréée et 18.547 EUR hors frais et TVA par an pour la filiale CPH Life SA.

#### *Prestations exceptionnelles*

Il y a eu une prestation exceptionnelle ou mission particulière au sens de l'article 3:65 § 3 du Code des sociétés et des associations ( rapport sur le test de liquidité dans le cadre de l'attribution d'un dividende pour CPH Banque).

Honoraires :

- Autres missions d'attestation : 3.000 EUR HTVA (test de liquidité)
- Mission de conseils fiscaux : néant
- Autres missions extérieures à la mission révisoriale : néant

### **Evènements postérieurs à l'exercice**

Il n'y a pas d'évènement majeur qui doit être mentionné.





Une épidémie de Covid-19 sévit depuis début 2020 à travers le monde avec des mesures de confinement significatives à divers échelons. Des mesures proportionnées ont été prises au niveau du CPH et une cellule de crise a été créée. A ce stade, cette épidémie n'a pas de conséquences directes sur la situation financière au 31 décembre 2021 telle qu'arrêtée par le Conseil d'administration. Elle a tendance à être maîtrisée.

### **Influence sur le développement de la société**

Il n'a pas de circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société.

### **Activités en matière de recherche et développement**

Néant.

### **Existence de succursales**

Néant

Tournai, le 16 mars 2022

---

Alain Declercq  
Président du Comité de direction

---

Roland Gillet  
Président du Conseil d'administration